

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2993

11 décembre 2012

SOMMAIRE

Adamas S.A.	143625	Domulux S.A.	143620
Advent Coral Holding S.à r.l.	143625	Dynamic Finance SA	143622
Advent Coral Holding S.à r.l.	143625	Edreos S.A.	143624
Advent Coral S.à r.l.	143625	EF Investments (Luxembourg) S.à r.l. ...	143624
Advent Coral S.à r.l.	143625	Eiskaffee Veneziano s.à r.l.	143623
AESF Smashing S.à r.l.	143641	Elly SA	143624
Arendt Services S.A.	143619	Engineered Packaging Center S.A.	143620
Aviation Leasing OpCo 11 S.à r.l.	143619	E.S.M. Trans S.à r.l.	143620
Aviation Leasing OpCo 12 S.à r.l.	143619	Euro Global Select SICAV	143623
Aviation Leasing OpCo 14 S.à r.l.	143618	EuroSITQ IBC Tower A and B GmbH ..	143623
Brianfid-Lux S.A.	143621	EuroSITQ IBC Tower C GmbH	143623
Care Holding S.A.	143623	Giesecke & Devrient International Finance S.A.	143655
CIM/SP Solutions	143647	GP CTB South S.à r.l.	143660
Compagnie Européenne de Promotion (C.E.P.) S.A., SPF	143621	José Gan S.A.	143618
Corbox S.A.	143619	Kavaro Invest S.à r.l.	143618
Creche Rêve d'Enfants s.à r.l.	143622	Mercury Partners	143664
DAB Investments Sàrl	143622	Nizi Invest S.A.	143664
Dahlem, Schroeder & Associés	143621	NTC Parent S.à r.l.	143618
Danaher Luxembourg S.à r.l.	143622	palero invest S.à r.l.	143624
Decoma Hungary Group Financing and Management Limited Liability Company, Luxembourg Branch	143620	Pan European Real Estate Fund 2 S.A. ..	143664
Direct Axis International S.à r.l.	143622	Reuters InterTrade Direct S.A.	143662
Domulux S.A.	143621	Seefeld Finance S.à r.l.	143626
		soccerin.com	143635

Kavaro Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 90.263.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 16 octobre 2012

L'associé unique a décidé de nommer pour une durée indéterminée, Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme nouveau gérant de catégorie B. en remplacement de Monsieur Guy HORNICK, gérant de catégorie B démissionnaire.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012138043/14.

(120182018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2012.

NTC Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.586.700,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 116.509.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du conseil de gérance de la Société en date du 29 juin 2012, que le siège social de la Société a été transféré au 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 30 septembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2012.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012139021/15.

(120182582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2012.

José Gan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2155 Luxembourg, 69, Millewee.
R.C.S. Luxembourg B 62.136.

—
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gasperich, le 13/11/2012.

Référence de publication: 2012149053/10.

(120196306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2012.

Aviation Leasing OpCo 14 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 146.469.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique du 12 novembre 2012

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, ayant son siège social à 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, a été nommée en tant que réviseur d'entreprises pour la révision des comptes de l'année 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012149412/15.

(120197689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Aviation Leasing OpCo 12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 146.468.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique du 12 novembre 2012

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, ayant son siège social à 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, a été nommée en tant que réviseur d'entreprises pour la révision des comptes de l'année 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012149411/15.

(120197690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Aviation Leasing OpCo 11 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 142.343.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique du 12 novembre 2012

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, ayant son siège social à 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, a été nommée en tant que réviseur d'entreprises pour la révision des comptes de l'année 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012149410/15.

(120197691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Arendt Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 145.917.

—
La liste des signataires autorisés de la Société a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Arendt Services S.A.

Signature

Référence de publication: 2012149406/11.

(120197720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Corbox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 58.951.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2012149519/13.

(120197304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

**Decoma Hungary Group Financing and Management Limited Liability Company, Luxembourg Branch,
Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 112.667.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2011 de la société Decoma Hungary Group Financing and Management Limited Liability Company, société de droit étranger (hongrois) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012149530/12.

(120196995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

E.S.M. Trans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-5690 Ellange, 20, route d'Erpeldange.

R.C.S. Luxembourg B 140.923.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 27 janvier 2011.

L'assemblée a révoqué Monsieur CABECO CACAO Adelino de ses fonctions de gérant technique.

L'assemblée générale a nommé Monsieur DA COSTA LOURENCO José, demeurant a rue Hubert Clément L-4335 DIFFERDANGE aux Fonctions de gérant technique à compter de ce jour et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012149541/13.

(120197258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Engineered Packaging Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4902 Bascharage, Z.I. Bommelscheuer.

R.C.S. Luxembourg B 142.520.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 novembre 2012.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2012149542/14.

(120197179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Domulux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 76.916.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire tenue au siège social le 16 Novembre 2012

A l'unanimité, il a été décidé ce qui suit:

1 - L'assemblée élit aux fonctions d'Administrateur-Délégué, Monsieur Philippe CHANTEREAU né le 27/04/1962 à Blois et demeurant au 36 Domaine Op Hals L-3376 Leudelage et qui aura tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature.

Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de 2017.

Signatures

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Référence de publication: 2012149536/15.

(120197189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Dahlem, Schroeder & Associés, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 8, rue des Girondins.

R.C.S. Luxembourg B 73.592.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DAHLEM, SCHROEDER & ASSOCIES

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012149535/12.

(120197540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Brianfid-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 6, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 81.520.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2012149479/14.

(120197539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Domulux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 76.916.

Réunion du conseil d'administration du 16 novembre 2012

Conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés commerciales et à l'article 6 des statuts, le Conseil d'Administration, après avoir constaté que tous les membres étaient présents, a décidé à l'unanimité des voix d'élire Monsieur Philippe CHANTEREAU aux fonctions d'Administrateur Délégué avec tous pouvoirs d'engager la société par sa seule signature.

La société se trouve engagée, soit par la signature individuelle d'un Administrateur Délégué, soit par la co-signature obligatoire de l'Administrateur Délégué et d'un autre membre du Conseil d'Administration.

Signatures

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2012149537/16.

(120197189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Compagnie Européenne de Promotion (C.E.P.) S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 26.440.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE EUROPEENNE DE PROMOTION (C.E.P.) S.A., SPF

Société Anonyme - société de gestion de patrimoine familial

Référence de publication: 2012149516/12.

(120197424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Creche Rêve d'Enfants s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8317 Capellen, 6, rue de la Forêt.
R.C.S. Luxembourg B 161.313.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012149521/10.

(120197645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Danaher Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 2.008.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 86.363.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 octobre 2012.

Référence de publication: 2012149525/11.

(120197745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Direct Axis International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 155.424.

Le bilan au 30 Juin 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 Novembre 2012.

Référence de publication: 2012149532/10.

(120197685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

DAB Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 35.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 81.243.

Les comptes annuels au 31 juillet 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Référence de publication: 2012149534/11.

(120197344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Dynamic Finance SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 46.857.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2012.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2012149540/12.

(120197300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Euro Global Select SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 98.994.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Euro Global Select Sicav
CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2012149543/11.

(120197191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

EuroSITQ IBC Tower A and B GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 153.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2012149544/11.

(120197453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

EuroSITQ IBC Tower C GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 152.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2012149545/11.

(120197452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Eiskaffee Veneziano s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.
R.C.S. Luxembourg B 50.169.

Les comptes annuels du 01/01/2011 au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012149549/10.

(120197147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Care Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 144.005.

Les comptes annuels consolidés au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012149500/11.

(120197316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Signature.

Edreos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 167.761.

Les statuts coordonnés au 12/11/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 15/11/2012.
Me Cosita Delvaux
Notaire

Référence de publication: 2012149547/12.

(120196992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

EF Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.840.675,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 135.161.

Extrait du contrat de cession d'actions du 15 novembre 2012

En vertu du contrat de cession d'actions signé le 15 novembre 2012, il apparaît que Entrepreneurs Fund L.P. a transféré avec effet immédiat 433627 actions détenues dans le capital de la société à Good Energies Investments 3 (Luxembourg) S.à r.l. ayant son siège au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg

Référence de publication: 2012149548/12.

(120197521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Elly SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 135.807.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 26 mars 2012

Sixième résolution

L'Assemblée Générale prend note du changement d'adresse professionnelle de la société AUDIEX S.A., anciennement sise 57, Avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg et transférée 9, Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ELLY S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2012149552/14.

(120197650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

palero invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 62.000,00.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers.
R.C.S. Luxembourg B 159.445.

EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Monsieur Tom Eriksson, gérant de la société susmentionnée, né le 25 mai 1967 à Helsinki (Finlande), demeure désormais à l'adresse suivante: Schönacherstrasse 8, CH-8706 Feldmeilen, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Signature
Le mandataire

Référence de publication: 2012149394/16.

(120197727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Adamas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 33.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2012149425/10.

(120197495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Advent Coral Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 131.865.

Les comptes annuels au 31 mars 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 novembre 2012.

Un mandataire

Référence de publication: 2012149426/11.

(120197010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Advent Coral Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 131.865.

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 novembre 2012.

Un mandataire

Référence de publication: 2012149427/11.

(120197013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Advent Coral S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 128.831.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 novembre 2012.

Un mandataire

Référence de publication: 2012149428/11.

(120197011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Advent Coral S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 128.831.

Les comptes annuels au 31 mars 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 novembre 2012.

Un mandataire

Référence de publication: 2012149429/11.

(120197012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Seefeld Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 172.691.

—
STATUTES

In the year two thousand twelve, on the ninth day of November.

Before Us Maître Marc LECUIT, Civil law notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

"Kristian Gerhard Jebsen Group Limited", an exempted limited liability company governed by the laws of Bermuda, having its principal office at Par La Ville Place, 14 Par-La-Ville Road, Hamilton, HM 08, Bermuda, registered with the Bermuda Registrar of Companies under number 34006 (the "Shareholder").

Hereby represented by Mrs. Khadidjatou Amidou, jurist, with professional address at 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed 'ne varietur' by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation (the «Articles») of a «société à responsabilité limitée» (limited liability company) which such party declares to incorporate.

Form - Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a «société à responsabilité limitée», limited liability company (the «Company»), governed by the present Articles and by Luxembourg law and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Law").

Art. 2. The Company will exist under the name of "Seefeld Finance S.à r.l.".

Art. 3. The purpose of the Company is to render investment advice to and perform other management and consultancy services for the benefit of its subsidiaries or any other company being part of the same group of companies as the Company. The Company may in particular render investment advice to undertakings for collective investment subject to Luxembourg or foreign law. The purpose of the Company is furthermore the acquisition of participations in companies or enterprises, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may furthermore acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares, and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities, to its subsidiaries, to any other company being part of the same group of companies as the Company and to any company that is somehow affiliated with, or otherwise related to the Company and/or any other company being part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 4. The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the board of managers. The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles. The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad. In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are im-

minent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration. The life of the Company does not come to an end by bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 6. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Share Capital - Shares

Art. 7. The issued capital of the Company is set at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) divided into two hundred (200) shares, with a nominal value of one hundred United States Dollars (USD 100) each, all of which are fully subscribed and paid up. In addition to the capital, there may be set up a premium account into which any premium amount paid on any share in addition to its nominal value (including any payment made on warrants attached to any shares, bonds, notes or similar instruments) is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 8. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. The shares are freely transferable among the shareholders. Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting. Furthermore, the provisions of articles 189 and 190 of the Law shall apply. The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 9. The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted by unanimous decision of the shareholders. However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable sums are available as regards the excess purchase price, it being understood that the amount may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles. Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Art. 10. The shares of the Company may be stapled to convertible instruments issued or to be issued by the Company in accordance with specific terms and conditions applicable to such convertible instruments. Any shareholder who transfers, sells, assigns, pledges or otherwise disposes of one or more of his shares in the share capital of the Company to another shareholder or to a third party (or to the Company in the case of a redemption) is obliged to transfer, sell, assign, pledge or otherwise dispose of a same proportion of his convertible instruments, if any, to that same party (or to the Company, as applicable and without prejudice to the provisions laid down in the present article in respect of the redemption by the Company of its own shares), in accordance with the specific terms and conditions applicable to the concerned convertible instruments.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers will constitute a board of managers of at least 2 (two) persons and will each be appointed as either class A manager(s) or class B manager(s). The managers need not to be shareholders of the Company.

The managers shall be appointed, and their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder. The remuneration of the managers can be modified by a resolution taken at the same majority conditions. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum remove and replace any manager.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or the sole manager (as the case may be).

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the individual signature of any A manager, or the joint signatures of a B manager acting jointly with an A Manager of the Company, or by the joint or individual signature of any individual(s) to whom such signatory power has been validly delegated.

The board of managers or the sole manager may sub-delegate its/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The board of managers/sole manager will determine its agent(s) power, duties and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency. The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. The managers do not contract in their functions any personal obligation concerning the commitments regularly taken by them in the name of the Company; as representatives of the Company, the managers are only responsible for the execution of their mandates.

Art. 13. The decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers. The board of managers shall choose from among its members a chairman. They may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers. The board of managers shall meet when convened by one manager. Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting. Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted. Notice can be given to each manager in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means. The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager. The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

At least one class A and one class B managers present in person or represented in Luxembourg are a quorum. Any other manager, in addition to the quorum, may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager. Any and all managers, apart from those who are the quorum and must attend in person, may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by a majority of the managers present or duly represented, with a vote of at least one class A manager and one class B manager in favour of the decision. The establishment by the Company of offices and branches shall require the unanimous decision of the board of managers.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a board of managers' meeting. In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content. Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

General meetings of shareholders

Art. 14. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five. In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing. If the shareholders number exceeds twenty-five, the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case one general meeting shall be held at least annually in Luxembourg on within six months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 15. General meetings of shareholders are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than one half of the share capital of the Company. Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 15 (fifteen) days prior to the date of the meeting. All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice. Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who need not be shareholder. Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. If this quorum is not formed at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letter to a second meeting. At this second meeting, resolutions will be taken at the majority of voting shareholders whatever portion of capital may be represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority in number of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Annual Accounts

Art. 16. The Company's financial year begins on the 1st of January and closes on the 31st of December of the same year.

Art. 17. Each year, as of 1st of January, the board of managers will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company. At the same time the board of managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account. If the shareholders number exceeds twenty-five, such inspection shall be permitted only during the fifteen days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the Company

Art. 19. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire), who may or may not be shareholder(s). Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following appointment. At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Where the thresholds determined by the Luxembourg laws are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises agréés) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the «Institut des réviseurs d'entreprises».

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 20. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company. Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital are decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 21. Notwithstanding the provisions of article nineteen, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 22. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) must agree on the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 23. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which shall determine their powers and remuneration. When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 24. The Company is governed by the laws of Luxembourg.

Subscription - Payment

All shares have been subscribed as follows:

"Kristian Gerhard Jebsen Group Limited": two hundred (200) shares, with a nominal value of one hundred United States Dollar (USD 100) each.

Total: two hundred (200) shares.

All the two hundred (200) shares have been entirely subscribed by the appearing party and fully paid up through a contribution in cash, so that the total sum of twenty thousand United States Dollar (USD 20,000) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given by the undersigned notary.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date of incorporation and shall end on 31 December 2013.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand three hundred Euros (EUR 1,300).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named appearing party, representing the entirety of the subscribed capital, held a general meeting of the sole shareholder, and acknowledging being validly convened, passed the following resolutions:

1) The Company will be administered by the following managers, which are appointed for an undetermined duration:

i) Are appointed as class A managers:

- Mr. Philippe van den Avenne, chartered accountant, born on 29 April 1972 at Beloeil, Belgium, professionally residing at 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Abel Thomas van Staveren, company director, born on 6 February 1972 at Alkmaar, the Netherlands, professionally residing at 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

ii) Is appointed as class B manager:

- Mr. Ole Arne Prydz Gladhaug, company director, born on 21 December 1954 at Hamar, Norway, professionally residing at Stortingsgaten 20, 0161 Oslo, Norway.

In accordance with article eleven of the Articles, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the individual signature of any A manager, or the joint signatures of a B manager acting jointly with an A Manager of the Company, or by the joint or individual signature of any individual(s) to whom such signatory power has been validly delegated.

2) The Company shall have its registered office at 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, known to the notary by her name, surname, civil status and residence, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le neuf novembre.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

«Kristian Gerhard Jebsen Group Limited», une société à responsabilité limitée de droit des Bermudes, ayant son principal établissement à Par La Ville Place, 14 Par-La-Ville Road, Hamilton, HM 08, Bermudes, inscrite au registre du Bermuda Registrar of Companies sous le numéro 34006 (l'«Associée»).

Ici représentée par Madame Khadidjatou Amidou, Juriste, résidant professionnellement au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par la comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée telle que décrite ci-dessus, a requis du notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts (les «Statuts»).

Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 2. La société existera sous la dénomination «Seefeld Finance S.à r.l.».

Art. 3. L'objet de la Société est de fournir des conseils en investissement ainsi que de procurer des services complémentaires de gestion et de conseil au bénéfice de ses entités affiliées ainsi qu'à toute autre entité faisant partie du même groupe de sociétés que la Société. La Société peut en particulier fournir des conseils en investissement aux organismes de placement collectif qu'ils soient de droit Luxembourgeois ou de droit étranger. En outre, l'objet de la Société consiste en l'acquisition de participations dans des sociétés ou entreprises, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit et en la gestion de ces participations. La Société peut en outre acquérir par voie de souscription, achat, échange ou d'une quelconque autre manière des actions, parts ou autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par un émetteur public ou privé quel qu'il soit. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. La Société peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de toute nature ou origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, excepté par voie d'offre publique. Elle peut émettre sous forme de placement privé uniquement, des titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société peut accorder tous crédits y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, à toute autre entité faisant partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi qu'à toutes ses autres entités affiliées ou ayant tout au moins un lien avec la Société et/ou avec toute autre entité faisant partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses entités affiliées. La Société peut en outre mettre en gage, transférer, nantir ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société peut généralement employer toutes techniques ou instruments relatifs à ses investissements aptes à réaliser une gestion efficace de ceux-ci y compris toutes techniques ou instruments aptes à protéger la Société contre les risques de crédit, cours de change, taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales ou financières se rapportant directement ou indirectement aux domaines décrits ci-dessus dans le but de faciliter l'accomplissement de son objet social.

L'énumération qui précède est à comprendre au sens large et est purement énonciative et non limitative.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance. Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts. La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée. La faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 6. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées ou de l'associé unique s'il y a lieu.

Capital social - Parts sociales

Art. 7. Le capital social émis de la Société est fixé à vingt mille Dollars Américains (20.000 USD) représenté par deux cent (200) parts sociales d'une valeur nominale de cent Dollars Américains (100 USD) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées. En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale (y compris tout paiement effectué sur des warrants attachés aux parts sociales, obligations, billets ou instruments similaires) seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut

être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 8. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions et chaque associé a un nombre de droit de vote proportionnel aux nombres de parts qu'il détient. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi. Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 9. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales. Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la Société ou de l'associé unique (selon le cas). Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où la Société dispose de sommes distribuables suffisantes eut égard au surplus du prix de rachat, étant entendu que le montant n'excédera pas les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social augmenté par les bénéfices reportés et les réserves disponible moins les pertes et les sommes devant être attribuées à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts. Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Art. 10. Les parts sociales de la Société peuvent être alignées sur des instruments convertibles émis ou à émettre par la Société conformément à des conditions générales spécifiques applicables à ces instruments convertibles. Tout associé qui transfère, vend, transmet, gage ou dispose autrement d'une ou plusieurs de ses parts représentatives du capital social de la Société à un tiers (ou à la Société en cas de rachat de parts sociales propres) est obligé de transférer, vendre, gager, transmettre ou dispose autrement une proportion similaire de ses instruments convertibles, le cas échéant, à ce même tiers (ou à la Société si applicable et sans préjudice des stipulations contenues dans le présent article concernant le rachat par la Société de ses propres parts sociales), en conformité avec les conditions générales spécifiques applicables auxdits instruments convertibles.

Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s). En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance constitué au minimum de (2) deux personnes lesquelles seront désignées soit gérant(s) de classe A ou soit gérant(s) de classe B. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés.

Les gérants sont nommés et leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des voix, ou en cas de gérant unique, par décision de ce gérant unique. La rémunération des gérants peut être modifiée par résolution de l'assemblée générale des associés prises dans les mêmes conditions de majorité. Les gérants peuvent être révoqués et remplacés à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes ou par une décision de l'associé unique.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts (selon le cas) seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance (selon le cas).

La société sera engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de tout gérant de classe A ou par les signatures conjointes d'un gérant de classe B ensemble avec un gérant de classe A de la Société ou par les signatures conjointes ou individuelles de toute personne(s) à laquelle (auxquelles) le pouvoir de signature aura été valablement délégué.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique, peut subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc qui ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de son/ces agent(s), la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat. Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires de la Société, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance. Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président. Il choisira également un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation faite par un gérant. Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature même de cette urgence devant être déterminée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à

entreprendre. Les convocations peuvent être faites aux gérants par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié. Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés. Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si un gérant de classe A et un gérant de classe B sont présents ou représentés à Luxembourg et forment le quorum de présence. Tout autre gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex ou par tout autre moyen de communication approprié, un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants. Une fois le quorum réuni, tout autre gérant est réputé assister à une réunion du conseil de gérance s'il intervient par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication jugé approprié et permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment. Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Sous réserve de ce qui est autrement prévu par les statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou valablement représentés, avec le vote d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B en faveur de la décision. La Société peut établir des bureaux et des succursales sous réserve d'une décision unanime du conseil de gérance.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou deux gérants. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou deux gérants.

Les résolutions approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que des résolutions adoptées à une réunion du conseil de gérance. Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent être documentées par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu. Les résolutions écrites peuvent être transmises par courrier ordinaire, fax, câble, télégramme, télex, par moyen électronique, ou par tout moyen de télécommunication approprié.

Assemblée générale des associés

Art. 14. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les six mois suivant la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés se tient dans le Grand-duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 15. Les assemblées générales des associés sont convoquées par le conseil de gérance, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 15 (quinze) jours avant la date de l'assemblée. Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable. Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé. Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale, une seconde assemblée générale sera immédiatement convoquée par lettre recommandée. Lors de cette deuxième assemblée générale, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats concluent entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès-verbal ou établis par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social de commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 17. Chaque année, à partir du 1^{er} janvier, le conseil de gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du/des gérant(s), du/des commissaire(s) (s'il en existe) et du/des associé(s) envers la Société. Dans le même temps,

le conseil de gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 18. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, une telle communication ne sera autorisée que pendant les quinze jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la Société

Art. 19. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non. Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination. A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas).

Lorsque les seuils déterminés par les lois luxembourgeoises seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréés désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou par l'associé unique (selon le cas) parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Dividendes - Réserves

Art. 20. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société. Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Les associés, à la majorité prévue par la Loi, ou l'associé unique (selon le cas) peuvent décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les associés au titre de dividendes au pro rata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 21. Nonobstant les dispositions de l'article dix-neuf, l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (le cas échéant), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi ou le cas échéant l'associé unique doivent donner leur accord à la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi qu'aux termes et conditions de celle-ci.

Art. 23. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale ou par l'associé unique (selon le cas) qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération. La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Loi applicable

Art. 24. La Société est régie par les lois luxembourgeoises.

Libération - Apports

Les parts sociales ont été souscrites par:

«Kristian Gerhard Jebsen Group Limited», deux cent (200) parts sociales d'une valeur nominale de cent Dollars Américains (100 USD) chacune.

Total: deux cent (200) parts sociales.

L'intégralité des deux cent (200) parts sociales a été entièrement souscrite par la partie comparante et entièrement libéré par un apport en numéraire, de sorte que la somme totale des vingt mille Dollars Américains (20.000 USD) est à libre disposition de la Société, preuve en a été fournie au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Exceptionnellement le premier exercice social commencera en date de ce jour et se terminera le 31 décembre 2013.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille trois cents Euros (1.300 EUR).

Résolutions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social et exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) La Société sera gérée par les gérants suivants qui sont nommés pour une durée indéterminée:

i) Sont nommés gérants de classe A:

- Monsieur Philippe van den Avenne, expert-comptable, né le 29 avril 1972 à Beloeil, Belgique, demeurant professionnellement au 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Monsieur Abel Thomas van Staveren, directeur de sociétés, né le 6 février 1972 à Alkmaar, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ii) Est nommé gérant de classe B:

- Monsieur Ole Arne Prydz Gladhaug, directeur de sociétés, né le 21 décembre 1954 à Hamar, Norvège, demeurant professionnellement au Stortingsgaten 20, 0161 Oslo, Norvège.

Conformément à l'article onze des Statuts, la société sera engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de tout gérant de classe A ou de par les signatures conjointes d'un gérant de classe B ensemble avec un gérant de classe A de la Société ou par les signatures conjointes ou individuelles de toute personne(s) à laquelle (auxquelles) le pouvoir de signature aura été valablement délégué.

2) Le siège social de la Société est établi au 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, cette dernière a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: K. AMIDOU, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 12 novembre 2012. Relation: MER/2012/2642. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): A. MULLER.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 15 novembre 2012.

Référence de publication: 2012149234/532.

(120196616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2012.

soccerin.com, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 172.717.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the sixteenth of October.

Before the undersigned Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

1. Kaskur ehf, a company incorporated under the laws of Iceland under nr. 500804-2030, and having its registered office at Sudurlandsbraut 48 in IS -108 Reykjavik, Iceland,

here represented by Mr. Karim Van den Ende, residing professionally, 8, boulevard Royal in L-2449 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Reykjavik, on October 9th, 2012 and,

2. Mr. Einar Bjarni Sigurdsson, company manager born on September 29th, 1973 in Reykjavik (Iceland) and residing Rosenweg 13 in CH-6340 Baar, Switzerland,

here represented by Mr. Karim Van den Ende, residing professionally, 8, boulevard Royal in L-2449 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Reykjavic, on October 9th, 2012.

The said proxies, initialed "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have required the officiating notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which they deem to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owners of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. The Company will be incorporated under the name of "soccerin.com".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad through resolution of the manager or the board of managers.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at one hundred ninety thousand British Pound (190,000.- GBP) represented by one hundred ninety thousand (190,000) shares with no par value.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least. The existing shareholders shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by each of them in case of contribution in cash.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The Company will be bound in all circumstances by the signatures of all managers.

Art. 12. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of managers, but in his absence, the shareholders or the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by electronic mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by electronic mail (without electronic signature) or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by unanimous votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the company.

Art. 15. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 16. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 17. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 18. If the Company has only one shareholder, such sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 19. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 20. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. The board of managers is authorised to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 22. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 23. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

The one hundred ninety thousand (190,000) shares are subscribed as follows:

1. Kaskur ehf, prenamed	100,000 shares
2. Mr. Einar Bjarni Sigurdsson, prenamed	90,000 shares
Total	190,000 shares

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of one hundred ninety thousand British Pound (190,000.- GBP) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitory provisions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the last day of December 2013.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand seven hundred Euro (EUR 1,700.-).

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders, representing the entirety of the subscribed capital, gathered in general meeting and passed the following resolutions:

- The registered office of the Company shall be at 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
- The shareholders resolve to elect as managers of the company for an indefinite period:
 - Mr. Andrew Mitchell, born on 18 October 1973 in Chertsey, Surrey, Great-Britain, and residing in Fagrathing, 10A, 203 Kopavogur, Iceland,
 - Mr. Arnor Gudjohnsen, born on 30 July 1961 in Husavik, Iceland, and residing in Kaldalind 2, 201 Kopavogur, Iceland, and
 - Mr. Einar Bjarni Sigurdsson, prenamed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version prevails.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing parties, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le seize octobre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Kaskur ehf., une société de droit islandais, enregistrée sous le numéro 500804-2030, avec siège social Sudurlandsbraut 48 à IS - 1080 Reykjavik, Islande,

ici représentée par Monsieur Karim Van den Ende, demeurant professionnellement 8, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg en date du 9 octobre 2012 et,

2. Monsieur Einar Bjarni Sigurdsson, administrateur de sociétés né le 23 septembre 1973 à Reykjavik (Islande) et demeurant Rosenweg 13 à CH -6340 Baar, Suisse,

ici représenté par M. Karim Van den Ende, demeurant professionnellement 8, boulevard Royal à L - 2449 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg en date du 9 octobre 2012.

Les procurations signées "ne varietur" par le mandataire des comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre

manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes les opérations qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société est constituée sous le nom de "soccerin.com".

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays par décision du gérant ou du conseil de gérance.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de cent quatre-vingt-dix mille Livres Sterling (190.000,- GBP) représenté par cent quatre-vingt-dix mille (190.000) parts sociales sans indication de valeur nominale.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales en cas de contribution en numéraire.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Ils sont librement révocables à tout moment et sans cause.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature collective de tous les gérants.

Art. 12. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et les réunions du conseil de gérance; en son absence, les associés ou le conseil de gérance pourront désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion par courrier électronique, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par courrier électronique ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 16. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 17. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 18. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 19. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 20. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 21. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 22. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

Les cent quatre-vingt-dix mille (190.000) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1. Kaskur ehf, précitée	100.000 parts
2. Monsieur Einar Bjarni Sigurdsson, précité	90.000 parts
Total	190.000 parts

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées, de sorte que la somme de cent quatre-vingt-dix mille Livres Sterling (190.000,- GBP) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le dernier jour du mois de décembre 2013.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille sept cents euros (EUR 1.700,-).

Résolutions

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social ont pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi 8, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg.
2. Les associés décident d'élire les personnes suivantes en tant que gérants de la société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Andrew Mitchell, né le 18 octobre 1973 à Chertsey, Surrey, Royaume-Uni, et demeurant Fagrathing 10A, 203 Kopavogur, Islande,
 - Monsieur Arnor Gudjohnsen, né le 30 juillet 1961 à Husavik, Islande, et demeurant Kaldalind 2, 201 Kopavogur, et
 - Monsieur Einar Bjarni Sigurdsson, précité.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: K. Van den Ende et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 octobre 2012. LAC/2012/48764. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Référence de publication: 2012149396/310.

(120197338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

AESF Smashing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.283.937,00.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 172.714.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-fifth day of October.

In front of Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

1) AXA Early Secondary Fund IV L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Scotland, having its registered office at 50 Lothian Road, Festival Square, Edinburgh, Scotland EH3 9WJ, registered with the Companies House under number SL6300, acting through its general partner, AXA Private Equity Funds of Funds Manager II Limited (the "Contributor 1"),

here duly represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; and

2) AXA Early Secondary Fund V L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Scotland, having its registered office at 50 Lothian Road, Festival Square, Edinburgh, Scotland EH3 9WJ, registered with the Companies House under number SL11002, having AXA Private Equity Early Limited as general partner and acting through AXA Private Equity UK Limited as manager (the "Contributor 2").

here duly represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxies, being initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. The appearing parties are the shareholders of "AESF Smashing S.à r.l", a Luxembourg private limited liability company "société à responsabilité limitée" incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, whose registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register is pending (the "Company") and incorporated by a deed enacted by Maître Francis Kessler, prenamed, on 9 October 2012, not yet published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations". The articles of association of the Company have not been amended since its incorporation.

II. That the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the shareholders of the Company expressly state having been duly informed beforehand.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 2,271,437 (two million two hundred seventy-one thousand four hundred thirty-seven Euro) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 2,283,937 (two million two hundred eighty-three thousand nine hundred thirty-seven Euro) by the issue of EUR 2,271,437 (two million two hundred seventy-one thousand four hundred thirty-seven) new shares, all having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, subject to the payment of a global share premium amounting to EUR 0.64 (sixty-four cents), the whole to be fully paid up through contributions in cash;

3. Subscription and payment by AXA Early Secondary Fund IV L.P. and AXA Early Secondary Fund V L.P. of the new shares by way of contributions in cash;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Reclassification of the 2,283,937 (two million two hundred eighty-three thousand nine hundred thirty-seven) shares issued by the Company, having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, into:

- 2,215,030 (two million two hundred fifteen thousand thirty) class A shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, and

- 68,907 (sixty-eight thousand nine hundred seven) class B shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

6. Amendment of the first paragraph of article 8 of the Company's articles of association in order to reflect the capital increase and the restructuring of the share capital;

7. Amendment of the second paragraph of article 11, insertion of a fifth paragraph in article 21 and amendment of the second paragraph of article 24 of the articles of association of the Company in order to, inter alia, set out the rights and obligations of the class A shares and class B shares; and

8. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the shareholders of the Company, the following resolutions have been taken:

First resolution

The shareholders of the Company unanimously resolve to waive their right to the prior notice of the current meeting; the shareholders of the Company unanimously acknowledge being sufficiently informed on the agenda and consider being validly convened and therefore unanimously agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further unanimously resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the shareholders of the Company within a sufficient period of time in order to allow them to examine carefully each document.

Second resolution

The shareholders of the Company unanimously resolve to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 2,271,437 (two million two hundred seventy-one thousand four hundred thirty-seven Euro) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 2,283,937 (two million two hundred eighty-three thousand nine hundred thirty-seven Euro) by the issue of 2,271,437 (two million two hundred seventy-one thousand four hundred thirty-seven) new shares (the "New Shares"), subject to the payment of a global share premium amounting to EUR 0.64 (sixty-four cents), the whole to be fully paid up through contributions in cash (the "Contribution").

Third resolution

It is unanimously resolved to accept the subscription and the payment of the New Shares and the Share Premium through the Contribution as described above, as follows:

- 1,249,290 (one million two hundred forty-nine thousand two hundred ninety) new shares all having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, to be subscribed by Contributor 1 (the "Contributor 1 New Shares"), subject to the payment of a share premium amounting to EUR 0.35 (thirty-five Euro Cents) (the "Share Premium 1"); and

- 1,022,147 (one million twenty-two thousand one hundred forty-seven) new shares all having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, to be subscribed by Contributor 2 (the "Contributor 2 New Shares"), subject to the payment of a share premium amounting to EUR 0.29 (twenty-nine Euro Cents) (the "Share Premium 2").

Intervention - Subscription - Payment

a) Thereupon intervene the Contributor 1, hereby represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to the Contributor 1 New Shares. The issue of the Contributor 1 New Shares is also subject to the payment of the Share Premium 1.

The Contributor 1 New Shares and the Share Premium 1 have been fully paid up by the Contributor 1 through a contribution in cash, which is now at the disposal of the Company.

b) Thereupon intervene the Contributor 2, hereby represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to the Contributor 2 New Shares. The issue of the Contributor 2 New Shares is also subject to the payment of the Share Premium 2.

The Contributor 2 New Shares and the Share Premium 2 have been fully paid up by the Contributor 2 through a contribution in cash, which is now at the disposal of the Company.

Evidence of the Contribution's existence

Proof of the Contribution has been given.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, and the Contribution having been fully carried out, the shareholding of the Company is now composed as follows:

- AXA Early Secondary Fund IV L.P.: 1,256,165 (one million two hundred fifty-six thousand one hundred sixty-five) shares; and

- AXA Early Secondary Fund V L.P.: 1,027,772 (one million twenty-seven thousand seven hundred seventy-two) shares.

The notary acts that the 2,283,937 (two million two hundred eighty-three thousand nine hundred thirty-seven) shares representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolutions to be taken below.

Fifth resolution

The shareholders of the Company unanimously resolve to reclassify the 2,283,937 (two million two hundred eighty-three thousand nine hundred thirty-seven) shares issued by the Company, having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, into 2,215,030 (two million two hundred fifteen thousand thirty) class A shares and 68,907 (sixty-eight thousand nine hundred seven) class B shares to be subscribed by the shareholders of the Company as follows:

- 1,218,266 (one million two hundred eighteen thousand two hundred sixty-six) class A shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, to be subscribed by Contributor 1;

- 996,764 (nine hundred ninety-six thousand seven hundred sixty-four) class A shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, to be subscribed by Contributor 2;

- 37,899 (thirty-seven thousand eight hundred ninety-nine) class B shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, to be subscribed by Contributor 1; and

- 31,008 (thirty-one thousand eight) class B shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, to be subscribed by Contributor 2.

Sixth resolution

Further to resolution 2 and 5 above, it is unanimously resolved to amend the first paragraph of article 8 of the Company's articles of association in order to reflect the capital increase and the restructuring of the share capital, so that it reads as follows:

" **Art. 8.** The Company's share capital is set at EUR 2,283,937 (two million two hundred eighty-three thousand nine hundred thirty-seven Euro) represented by (i) 2,215,030 (two million two hundred fifteen thousand thirty) class A shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each (the "Class A Shares") and (ii) 68,907 (sixty-eight thousand nine hundred seven) class B shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each (the "Class B Shares". The Class A Shares and the Class B Shares will be collectively referred to as the "shares" as the case may be, or individually as a "share"), each having such rights and obligations as set out in the Articles."

No other amendment is to be made to this article.

Seventh resolution

Further to resolutions 2 and 5 above, it is unanimously resolved to (i) amend the second paragraph of article 11 of the Company's articles of association; (ii) insert a fifth paragraph in article 21 of the Company's articles of association, and (iii) amend the second paragraph of article 24 of the Company's articles of association so as to read as follows:

" **Art. 11.** Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder of the same class in the proportion of the capital or of the class of shares concerned represented by their shares."

No other amendment is to be made to this article.

" **Art. 21.** Holders of Class A Shares (the "Class A Shareholders") have no right of dividends over profits made by the Company during the first 14 (fourteen) financial years following the incorporation of the Company (the "First Period"), but will have a preferred and reserved dividend right equal to 100% (one hundred percent) of profits made during the 15th (fifteenth) and following financial years after the incorporation of the Company to the extent of distributable profits are available.

Holders of Class B Shares (the "Class B Shareholders") have no right of dividends over profits made by the Company after the First Period, but will have a preferred and reserved dividend right equal to 100% (one hundred percent) of profits made during the First Period to the extent distributable profits are available."

No other amendment is to be made to this article.

" **Art. 24.** In case of liquidation of the Company, the liquidation boni of the Company is allocated among the Class A Shareholders and Class B Shareholders as follows:

- when liquidation is closed before the end of the First Period, 100% (one hundred percent) of the liquidation boni is allocated to the Class B Shareholders;
- when liquidation is closed after the end of the First Period, a part of the liquidation boni is allocated to Class A Shareholders to the extent such liquidation boni results from profits made after the end of the First Period and the remaining part of liquidation boni is allocated to Class B Shareholders to the extent such liquidation boni results from profits made before the end of the First Period."

No other amendment is to be made to this article.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about three thousand three hundred euro (EUR 3,300.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof the present notary deed was drawn up in Esch-sur-Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le vingt-cinquième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire public établi à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1) AXA Early Secondary Fund IV L.P., un "limited partnership" constitué et régi par le droit de l'Ecosse, ayant son siège social sis au 50 Lothian Road, Festival Square, Edimbourg, EH3 9WJ, Ecosse, immatriculée au Companies House sous le numéro SL6300, agissant par son associé commandité, AXA Private Equity Funds of Funds Manager II Limited (l "Apporteur 1"),

Ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2) AXA Early Secondary Fund V L.P., un "limited partnership" constitué et régi par le droit de l'Ecosse, ayant son siège social sis au 50 Lothian Road, Festival Square, Edinburgh, EH3 9WJ Ecosse, immatriculée au Companies House sous le numéro SL11002, ayant AXA Private Equity Early Limited comme associé commandité, agissant par AXA Private Equity UK Limited comme gérant (l "Apporteur 2"),

Ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire agissant au nom des parties comparantes et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées tel que décrit ci-dessus, ont requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les parties comparantes sont les associés de AESF Smashing S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, dont l'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés est actuellement en cours (la «Société»), et constituée par acte notarié dressé par Me Francis Kessler, prénommé, le 9 octobre 2011, en cours de

publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts n'ont pas fait l'objet de modification depuis la constitution.

II.- Que les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour desquels les associés de la Société reconnaissent expressément avoir été dûment préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 2.271.437 EUR (deux millions deux cent soixante et onze mille quatre cent trente-sept Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euros) à 2.283.937 EUR (deux millions deux cent quatre-vingt-trois mille neuf cent trente-sept Euros) par l'émission de 2.271.437 (deux millions deux cent soixante et onze mille quatre cent trente-sept) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de 1 EUR (un Euro), moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 0,64 EUR (soixante-quatre centimes d'Euro), la totalité devant être payée au moyen d'un apport en numéraire;

3. Souscription et paiement par AXA Early Secondary Fund IV L.P. et AXA Early Secondary Fund V L.P. des nouvelles parts sociales par voie d'apports en numéraire;

4. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

5. Reclassification des 2.283.937 (deux millions deux cent quatre-vingt-trois mille neuf cent trente-sept) parts sociales émises par la Société, ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, en:

- 2.215.030 (deux millions deux cent quinze mille et trente) parts sociales de classe A, ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, et

- 68.907 (soixante-huit mille neuf cent sept) parts sociales de classe B, ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune;

6. Modification du premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société en vue de refléter l'augmentation de capital et la restructuration du capital;

7. Modification du second paragraphe de l'article 11, insertion d'un cinquième paragraphe à l'article 21 et modification du second paragraphe de l'article 24 des statuts de la Société, afin de déterminer entre autres les droits et obligations des parts sociales de classe A et des parts sociales de classe B; et

8. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par les associés de la Société, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

Les associés de la Société renoncent unanimement à leur droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée; Les associés de la Société reconnaissent unanimement avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour, et considèrent avoir été valablement convoqués et en conséquence acceptent unanimement de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé unanimement que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition des associés de la Société dans un délai suffisant afin de leur permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution

Les associés de la Société décident unanimement d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 2.271.437 EUR (deux millions deux cent soixante et onze mille quatre cent trente-sept Euros), afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euros) à 2.283.937 EUR (deux millions deux cent quatre-vingt-trois mille neuf cent trente-sept Euros) par l'émission de 2.271.437 (deux millions deux cent soixante et onze mille quatre cent trente-sept) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) (les «Nouvelles Parts Sociales»), moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 0,64 EUR (soixante-quatre centimes d'Euro), la totalité devant être payée par un apport en numéraire de l'Associé Unique de 2.271.437,64 EUR (deux millions deux cent soixante et onze mille quatre cent trente-sept Euros et soixante-quatre centimes) Apport»).

Troisième résolution

Il est unanimement décidé d'accepter la souscription et le paiement des Nouvelles Parts Sociales au moyen de l'Apport tel que décrit ci-avant, ainsi qu'il suit:

- 1.249.290 (un million deux cent quarante-neuf mille deux cent quatre-vingt-dix) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, souscrites par l'Apporteur 1 (les "Parts Sociales de l'Apporteur 1"), sujet au paiement d'une prime d'émission s'élevant à 0,35 EUR (trente-cinq centimes d'Euro) («Prime d'Emission 1»); et

- 1.022.147 (un million vingt-deux mille cent quarante-sept) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR chacune, souscrites par l'Apporteur 2 (les "Parts Sociales de l'Apporteur 2"), sujet au paiement d'une prime d'émission s'élevant à 0,29 EUR (vingt-neuf centimes d'Euro) («Prime d'Emission 2»).

Intervention - Souscription - Payement

a) Intervient ensuite l'Apporteur 1, ici représenté par Mme. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing-privé, lequel déclare souscrire aux Parts Sociales de l'Apporteur 1. L'émission des Parts Sociales de l'Apporteur 1 est soumise au paiement de la Prime d'Emission 1.

Les Parts Sociales de l'Apporteur 1 et la Prime d'Emission 1 ont été entièrement payées par l'Apporteur 1 par voie de l'apport en numéraire, qui est maintenant à la disposition de la Société.

b) Intervient ensuite l'Apporteur 2, ici représenté par Mme. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing-privé, lequel déclare souscrire aux Parts Sociales de l'Apporteur 2. L'émission des Parts Sociales de l'Apporteur 2 est soumise au paiement de la Prime d'Emission 2..

Les Parts Sociales de l'Apporteur 2 et la Prime d'Emission 2 ont été entièrement payées par l'Apporteur 2 par voie de l'apport en numéraire, qui est maintenant à la disposition de la Société.

Preuve de l'existence de l'Apport

Preuve de l'Apport a été donnée.

Quatrième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, et l'Apport ayant été entièrement libéré, l'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

- AXA Early Secondary Fund IV L.P.: 1.256.165 (un million deux cent cinquante-six mille cent soixante-cinq) parts sociales; and

- AXA Early Secondary Fund V L.P.: 1.027.772 (un million vingt-sept mille sept cent soixante-douze) parts sociales.

Le notaire acte que toutes les 2.283.937 (deux millions deux cent quatre-vingt-trois mille neuf cent trente-sept) parts sociales mentionnées ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider de résolution à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution

Les associés de la Société décident unanimement de reclassifier les 2.283.937 (deux millions deux cent quatre-vingt-trois mille neuf cent trente-sept) parts sociales émises par la Société, ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, en 2.215.030 (deux millions deux cent quinze mille et trente) parts sociales de classe A et 68.907 (soixante-huit mille neuf cent sept) parts sociales de classe B souscrites par les associés de la Société tel qu'il suit:

- 1.218.266 (un million deux cent dix-huit mille deux cent soixante-six mille) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, souscrites par l'Apporteur 1;

- 996.764 (neuf cent quatre-vingt-seize mille sept cent soixante-quatre) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, souscrites par l'Apporteur 2;

- 37.899 (trente-sept mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf) parts sociales de classe B ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, souscrites par l'Apporteur 1; and

- 31.008 (trente et un mille huit) parts sociales de classe B ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, souscrites par l'Apporteur 2.

Sixième résolution

Suite aux résolutions 2 et 5 ci-dessus, il est unanimement décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital et la restructuration du capital, et de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 2.283.937 EUR (deux millions deux cent quatre-vingt-trois mille neuf cent trente-sept Euros) représenté par (i) 2.215.030 (deux millions deux cent quinze mille et trente) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune (les "Parts Sociales de Classe A") et (ii) 68.907 (soixante-huit mille neuf cent sept) parts sociales de classe B ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) (les "Parts Sociales de Classe B"). Les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B seront collectivement désignées comme les "parts" le cas échéant, ou individuellement comme "part"), chacune ayant les droits et obligations tel que déterminés par les Statuts."

Aucune autre modification n'est apportée à cet article.

Septième résolution

Suivant les résolutions 2 et 5 ci-avant, il est unanimement décidé de (i) modifier le second paragraphe de l'article 11 des Statuts de la Société; (ii) insérer un cinquième paragraphe à l'article 21 des statuts de la Société; et (iii) modifier le second paragraphe de l'article 24 des statuts de la Société, afin de leur donner la teneur suivante:

" **Art. 11.** Un tel rachat sera décidé au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) dans les conditions requises pour la modification des Statuts, sous condition de proposer

ce rachat à chaque associé de même classe en proportion de leur pourcentage de participation dans le capital social ou dans la classe de parts sociales concernée."

Aucune autre modification n'est apportée à cet article.

" **Art. 21.** Les détenteurs des Parts Sociales de Classe A (les "Associés de Classe A") n'auront pas de droit aux dividendes sur les profits réalisés par la Société durant les 14 (quatorze) premiers exercices sociaux suivant la constitution de la Société (la "Première Période"), mais auront un droit aux dividendes préférentiel et réservé égal à 100% (cent pourcent) des profits réalisés durant le 15^e (quinzième) exercice social et les exercices sociaux suivants, à compter de la constitution de la Société, dans la mesure où des profits distribuables seront disponibles.

Les détenteurs des Parts Sociales de Classe B (les "Associés de Classe B") n'auront pas de droit aux dividendes sur les profits réalisés par la Société après la Première Période, mais auront un droit aux dividendes préférentiel et réservé égal à 100% (cent pourcent) des profits réalisés durant la Première Période, dans la mesure où des profits distribuables seront disponibles."

Aucune autre modification n'est apportée à cet article.

" **Art. 24.** En cas de liquidation de la Société, le boni de liquidation de la Société est alloué aux Associés de Classe A et Associés de Classe B tel qu'il suit:

- Lorsque la liquidation est clôturée avant la fin de la Première Période, 100% (cent pourcent) du boni de liquidation est alloué aux Associés de Classe B;

- Lorsque la liquidation est clôturée après la fin de la Première Période, une partie du boni de liquidation est allouée aux Associés de Classe A, dans la mesure où un tel boni de liquidation résulte des profits faits après la fin de la Première Période et la partie restante du boni de liquidation est allouée aux Associés de Classe B, dans la mesure un tel boni de liquidation résulte des profits réalisés avant la fin de la Première Période."

Aucune autre modification n'est apportée à cet article.

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, de quelque type que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à environ trois mille trois cents euros (EUR 3.300,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, à la date figurant au commencement de ce document.

Le document ayant été lu au mandataire, ce dernier a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante mentionnée ci-dessus, le présent acte de constitution est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 octobre 2012. Relation: EAC/2012/14363. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012149431/335.

(120197268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

CIM/SP Solutions, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 161.442.

In the year two thousand and twelve, on the fifth day of October.

Before Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of CIM/SP Solutions, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of CAD 20,010 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Trade and Companies Register) under number B 161.442 (the "Company").

There appeared:

SkyPower Canada Holdings, a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of Cayman Islands, having its principal address at c/o Maples Corporate Services Limited P.O. Box 309, Uglan House Grand Cayman KY1-1104, Cayman Islands and registered with Registrar of Companies of Cayman under the number MC 268938 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr. Max Mayer, employee, residing professionally at 3, route de Luxembourg, L-6130 Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialed ne varietur shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 20,000,000 preferred shares and the 10,000 common shares, representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Conversion of existing preferred shares of the Company into class A shares of the Company;
2. Increase of the share capital of the Company by the issuance new shares of the Company with a nominal value of CAD 0.001;
3. Subscription and payment of all the new shares of the Company by a contribution in kind;
4. Subsequent amendment to articles 6, 10, 19 and 23 of the articles of association of the Company; and
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder the following resolutions were taken:

First resolution

It is resolved to convert all the 20,000,000 (twenty million) existing preferred shares with a nominal value of CAD 0.001 (one tenth of a Canadian cent) each into 20,000,000 (twenty million) Class A Shares (as defined in the articles of association of the Company) with a nominal value of CAD 0.001 (one tenth of a Canadian cent) so that no share is cancelled, no new share is issued and the amount of the share capital is neither decreased nor increased.

Second resolution

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of CAD 10 (ten Canadian Dollars) so as to raise it from its current amount of CAD 20,010 (twenty thousand and ten Canadian Dollars) to CAD 20,020 (twenty thousand and ten Canadian Dollars) by the issuance of 10,000 (ten thousand) new common shares class A to J with a nominal value of CAD 0.001 (one tenth of a Canadian cent) each:

- 1,000 (a thousand) Class A Shares;
- 1,000 (a thousand) Class B Shares;
- 1,000 (a thousand) Class C Shares;
- 1,000 (a thousand) Class D Shares;
- 1,000 (a thousand) Class E Shares;
- 1,000 (a thousand) Class F Shares;
- 1,000 (a thousand) Class G Shares;
- 1,000 (a thousand) Class H Shares;
- 1,000 (a thousand) Class I Shares; and
- 1,000 (a thousand) Class J Shares.

(the "New Shares"),

subject to the payment of a global share premium of an amount of CAD 5,532,490 (five million five hundred thirty-two thousand four hundred ninety Canadian Dollars) attached to the New Shares to be allocated to (i) a freely distributable item of the balance sheet as share premium up to an amount of CAD 5,532,489 (five million five hundred thirty-two thousand four hundred eighty-nine Canadian Dollars), and (ii) to a non-distributable item of the balance sheet as legal reserve up to an amount of CAD 1 (one Canadian Dollar), the whole being fully paid up by a contribution in kind (the "Increase of Capital").

Third resolution

It is resolved to accept the subscription to the Increase of Capital of CAD 10 (ten Canadian Dollars) subject to the payment of a global share premium of an amount of CAD 5,532,490 (five million five hundred thirty-two thousand four hundred ninety Canadian Dollars), by a contribution in kind of the Sole Shareholder consisting of all rights, title and interests in and to a receivable it holds against the Company for a global amount of CAD 5,532,500 (five million five hundred thirty-two thousand five hundred Canadian Dollars) (the "Receivable"), (the "Contribution").

Intervention - Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, declared to subscribe to the Increase of Capital up to an amount of CAD 10 (ten Canadian Dollars), subject to the payment of a global share premium of CAD 5,532,490 (five million five hundred thirty-two thousand four hundred ninety Canadian Dollars) by subscribing to the New Shares of the Company, to be fully paid up by contributing the Contribution.

Evaluation

The net value of the Contribution is set at CAD 5,532,500 (five million five hundred thirty-two thousand five hundred Canadian Dollars). Such contribution has been valued by all the managers of the Company, pursuant to a statement of contribution value, which has been produced to the notary.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the existence of the Contribution has been given to the undersigned notary.

Effective implementation of the contribution in kind

The Sole Shareholder, represented as stated here-above, expressly declares that:

- (i) the Receivable is certain, valid and due;
- (ii) it is the sole legal owner and holder of all rights, title and interest in and to the Receivable;
- (iii) the Receivable is free from any charge, option, lien, encumbrance or any other third party rights;
- (iv) the Receivable is not the object of a dispute or claim;
- (v) the Receivable is freely transferable, with all the rights, title and interest attached thereto;
- (vi) to the extent necessary all actions and formalities have been performed and all the necessary consents and approval have been obtained to allow the transfer of the Receivable; and
- (vii) all formalities subsequent to the transfer of the Receivable required under any applicable law have or will be carried out in order for the Contribution to be valid anywhere and towards any third party.

Managers' intervention

Thereupon intervened:

Richard Ressler, Kelly Eppich, Avraham Shemesh, Jennifer Gandin and Patrick Moinet, acting as managers of the Company, each of them being here represented by Mr Max MAYER, prenamed, by virtue of a power of attorney.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their liabilities, engaged as managers of the Company by reason of the Contribution described above, expressly agreed with the description of the Contribution, with its valuation and with the effective transfer of the Receivable, and confirmed the validity of the subscription and the payment. The documentation related to the true and unconditional transmission of the Contribution has been considered convincing and sufficient and the Contribution is therefore effectively implemented.

Fifth resolution

As a result of the foregoing resolution, it is resolved to amend articles 6, 10, 19 and 23 of the articles of association of the Company to read as follows:

" **6. Capital.** The Company's share capital is set at CAD 20,020 (twenty thousand and twenty Canadian Dollars) divided into:

- 20,002,000 (twenty million and two thousand) class A shares (the "Class A Shares);
- 2,000 (two thousand) class B shares (the "Class B Shares);
- 2,000 (two thousand) class C shares (the "Class C Shares");
- 2,000 (two thousand) class D shares (the "Class D Shares);
- 2,000 (two thousand) class E shares (the "Class E Shares);
- 2,000 (two thousand) class F shares (the "Class F Shares);
- 2,000 (two thousand) class G shares (the "Class G Shares);
- 2,000 (two thousand) class H shares (the "Class H Shares);
- 2,000 (two thousand) class I shares (the "Class I Shares); and
- 2,000 (two thousand) class J shares (the "Class J Shares" and together with the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares and the Class I Shares, the "Shares).

All the 20,020,000 (twenty million twenty thousand) issued and outstanding Shares have a nominal value of CAD 0.001 (one tenth of a Canadian cent) each and are fully paid-up.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital. The Company may redeem its own Shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a decrease of the Company's share capital. However, the redemption of Shares will be conducted in accordance with the conditions laid down by article 10 of the Articles. Any such increase or reductions will reduce or increase each class of shares by the same number.

Any share premium of the Company shall be freely distributable. The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders holding more than fifty percent of the share capital

of the Company. The general meeting of shareholders of the Company may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account of the Company." 10. Redemption of the shares. Where the Company issue Shares, the Company shall be able to redeem each of Class A to Class J shares, in the framework of a decrease of its subscribed capital by cancellation of the redeemed shares, under the following terms and conditions:

- The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class (es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class J).

- In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of Shares (in the order provided for in article 19

- Distributions - of the Articles), such class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant class held by them and cancelled.

- The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled.

- The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers and approved by the general meeting on the basis of the relevant interim accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes J to A shall be the Available Amount of the relevant class of Shares at the time of the cancellation of the relevant class of Shares unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

- Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant class of Shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

The Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable share premium attached to the class of Shares to be redeemed and cancelled and other freely distributable reserves and (ii) as the case may be the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles, each time as set out in the relevant interim accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount;

NP = net profits (including carried forward profits);

P = any freely distributable share premium attached to the class of Shares to be redeemed and cancelled and other freely distributable reserves;

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be cancelled;

L = losses (including carried forward losses);

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

The Total Cancellation Amount means the amount determined by the general meeting of the shareholders of the Company as total cancellation amount at the time of a repurchase and cancellation of one or more classes of Shares within the limits of the Available Amount.

" **19. Distributions.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, such as approved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the share capital, but must be resumed at any time when such amount has been broken into.

The remaining profit may be distributed or may be carried forward or transferred to a distributable reserve by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the sole manager or the board of managers, as the case might be, and may be paid at such places and times as may be determined by the sole manager or the board of managers, as the case might be. The sole manager or the board of managers, as the case might be, may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Share during five years and not thereafter claimed by the holder of such Share, shall be forfeited

by the holder of such Share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

In the event of a dividend declaration and provided that the Company issues Shares, such dividend shall be allocated and paid as follows:

- the holders of Class A Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of 0.45% of the nominal value of the Class A Shares held by them;
- the holders of Class B Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of 0.40% of the nominal value of the Class B Shares held by them;
- the holders of Class C Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of 0.35% of the nominal value of the Class C Shares held by them;
- the holders of Class D Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of 0.30% of the nominal value of the Class D Shares held by them;
- the holders of Class E Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of 0.25% of the nominal value of the Class E Shares held by them;
- the holders of Class F Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of 0.20% of the nominal value of the Class F Shares held by them;
- the holders of Class G Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of 0.15% of the nominal value of the Class G Shares held by them;
- the holders of Class H Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of 0.10% of the nominal value of the Class H Shares held by them;
- the holders of Class I Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of 0.05% of the nominal value of the Class I Shares held by them.

The balance of the declared dividend shall be allocated in its entirety to the last class of Shares in existence at the time of the distribution and paid to the holders of the last class of Shares starting with the last class of Shares in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J Shares, then if no Class J Shares are in existence, Class I Shares and in such continuation until only class A Shares are in existence).

23. Liquidation. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder, or, if there is more than one shareholder, at a general meeting of shareholders by a resolution approved by the affirmative vote of a shareholder or shareholders representing more than seventy-five percent of the share capital of the Company. The sole shareholder or the resolution (as appropriate) shall also determine the powers and remuneration of the liquidator or liquidators. At the time of closing of the liquidation the remaining assets of the Company will be allocated to the sole shareholder, or, if there is more than one shareholder, to the shareholders proportionally to the Shares that they hold."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the amendment to its articles of association, have been estimated at about EUR 3,400.-.

The total amount of the capital increase is valued at EUR 4,334,990.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person through its attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le cinquième jour d'octobre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de CIM/SP Solutions, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg avec un capital social d'un montant de 20.010 CAD ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 161.442 (la «Société»).

A comparu:

SkyPower Canada Holdings, une société dûment constituée et existant valablement en vertu des lois des Iles Cayman, ayant son adresse à c/o Maples Corporate Services Limited P.O. Box 309, Ugland House Grand Cayman KY1-1104, Iles Cayman et enregistrée auprès du Registrar of Companies of Cayman sous le numéro MC 268938 (l'«Associé Unique»), ici représentée par M. Max Mayer, employé, résidant professionnellement à 3, route de Luxembourg, L-6130 Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

Les 20.000.000 parts sociales préférentielles et les 10.000 parts sociales ordinaires, représentant la totalité du capital social de la Société sont représentées de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a été préalablement informé.

L'Associé Unique représenté par son mandataire prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Conversion des parts préférentielles existantes de la Société en parts de classe A de la Société;
2. Augmentation du capital social de la Société par émission de nouvelles parts de la Société avec une valeur nominale de 0.001 CAD;
3. Souscription et paiement de toutes les nouvelles parts de la Société par une contribution en nature;
4. Modification subséquente des articles 6, 10, 19 et 23 des statuts de la Société; et
5. Divers.

Après que l'ordre du jour a été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé de convertir toutes les 20.000.000 (vingt millions) de parts préférentielles existantes avec une valeur nominale de 0.001 CAD (un dixième de cent canadiens) chacune en 20.000.000 (vingt millions) de parts de classe A (telles que définies dans les statuts de la Société) avec une valeur nominale de 0.001 CAD (un dixième de cent canadiens), ainsi aucune part n'est supprimée, aucune nouvelle part n'est émise et le montant du capital social est ni diminué ni augmenté.

Seconde résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de 10 CAD (dix Dollars canadiens) pour le porter de son montant actuel de 20.010 CAD (vingt mille dix Dollars canadiens) à 20.020 CAD (vingt mille vingt Dollars canadiens) par la création et l'émission de 10.000 (dix mille) nouvelles parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de 0,001 CAD (un dixième de cent canadien) chacune:

- 1.000 (mille) parts sociales de classe A;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe B;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe C;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe D;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe E;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe F;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe G;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe H;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe I;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe J; (les «Nouvelles Parts Sociales»)

moyennant le paiement d'une prime globale d'émission y attachée d'un montant de 5.532.490 CAD (cinq millions cinq cent trente-deux mille quatre cent quatre-vingt-dix Dollars canadiens) attachée aux nouvelles parts à allouer (i) à une réserve distribuable du bilan à titre de prime d'émission pour un montant de 5.532.489 CAD (cinq millions cinq cent trente-deux mille quatre cent quatre-vingt-neuf Dollars canadiens) et (ii) à une réserve indisponible du bilan à titre de réserve légale pour un montant de 1 CAD (un Dollar canadien), la totalité étant entièrement payée par une contribution en nature (l'«Augmentation de Capital»).

Troisième résolution

Il est décidé d'accepter que la souscription à l'augmentation de capital d'un montant de 10 CAD (dix Dollars canadiens) soumis au paiement de la prime global d'émission d'un montant de 5.532.490 CAD (cinq millions cinq cent trente-deux mille quatre cent quatre-vingt-dix Dollars canadiens), par une contribution en nature de l'Associé Unique consistant en tous les droits, titre et intérêts dans et à une créance qu'elle détient contre la Société pour un montant global de 5.532.500 CAD (cinq millions cinq cent trente-deux mille cinq cent Dollars canadiens) (la «Créance»), (l'«Apport»).

Intervention - Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté tel que mentionné précédemment, déclare souscrire à l'Augmentation de Capital d'un montant de 10 CAD (dix Dollars Canadiens) moyennant le paiement d'une prime globale d'émission y attachée d'un

montant de 5.532.490 CAD (cinq millions cinq cent trente-deux mille quatre-cent-quatre-vingt-dix Dollars canadiens) en souscrivant aux Nouvelles Parts, le tout devant être intégralement libéré par l'Apport.

Evaluation

La valeur nette de l'Apport a été évaluée 5.532.500 CAD (cinq millions cinq cent-trente-deux mille cinq cent Dollars Canadiens). Cet Apport a été évalué par tous les gérants de la Société, conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport qui a été fournie au notaire.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire instrumentant.

Mise en œuvre effective de l'apport

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare expressément que:

- (i) La Créance est certaine, valide et exigible;
- (ii) il est le seul propriétaire, et le seul détenteur, des droits, titres et intérêts attachés à la Créance;
- (iii) la Créance est libre de tout privilège, charge, option, hypothèque, gage ou de tout autre droit de tiers;
- (iv) la Créance ne fait l'objet d'aucune contestation ou action en justice;
- (v) la Créance est librement transférable, avec tous les droits, titres et intérêts y attachés;
- (vi) tous les actes ou formalités ont été accomplis et tous les consentements et approbations nécessaires ont été obtenus afin d'autoriser le transfert de la Créance; et
- (vii) l'ensemble des formalités subséquentes au transfert de la Créance requises en vertu de lois applicables seront accomplies afin que l'Apport soit valable en tout lieu et à l'égard de tout tiers.

Intervention des gérants

Ci-après sont intervenus:

Richard Kessler, Kelly Eppich, Avraham Shemesh, Jennifer Gandin and Patrick Moinet agissant en leur qualité de gérants de la Société, chacun étant représenté par Monsieur Max MAYER, préqualifié, en vertu d'une procuration.

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité de gérants de la Société engagée en raison de l'Apport décrit ci-dessus, chacun d'eux accepte expressément la description de l'Apport, son évaluation, et le transfert effectif de la Créance, et confirme la validité de la souscription et du paiement.

La documentation relative à la transmission effective et inconditionnelle de l'Apport a été considérée comme convaincante et suffisante et l'Apport est donc effectivement mis en œuvre.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, il a été décidé de modifier les articles 6, 10, 19 et 23 des statuts de la Société comme suit:

« **6. Capital.** Le capital social initial est fixé à 20.020 CAD (vingt mille vingt Dollars canadiens) divisé en:

- 20.002.000 (vingt million deux mille) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A»);
- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales de Classe B»);
- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe C (les «Parts Sociales de Classe C»);
- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe D (les «Parts Sociales de Classe D»);
- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe E (les «Parts Sociales de Classe E»);
- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe F (les «Parts Sociales de Classe F»);
- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe G (les «Parts Sociales de Classe G»);
- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe H (les «Parts Sociales de Classe H»);
- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe I (les «Parts Sociales de Classe I»)
- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe J (les «Parts Sociales de Classe J») et ensemble avec les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H et les Parts Sociales de Classe I, les «Parts»;

Les 20.020.000 (vingt millions vingt mille) Parts émises ont une valeur nominale de 0,001 CAD (un dixième de cent canadien) chacune et sont entièrement libérées

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social.

La Société peut racheter ses propres parts sociales pour autant que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction de son capital social.

Toutefois, le rachat des Parts sera effectué conformément aux conditions prévues par l'article 10 des Statuts. Toute augmentation ou réduction augmentera ou réduira chaque classe de parts d'un montant identique.»

« **10. Rachat des parts.** Lorsque la Société émet des Parts, la Société sera en mesure de racheter chacune des Parts de classe A au Parts de classe J, dans le cadre d'une réduction de son capital souscrit par annulation des parts rachetées, sous les conditions suivantes:

- Le capital social de la Société peut être réduit par annulation de Parts, y compris par l'annulation d'une ou plusieurs des catégories entières de Parts à travers le rachat et l'annulation de toutes les Parts émises dans cette catégorie. Dans l'hypothèse de rachats et d'annulations d'une classe entière de Parts, ces rachats et annulations se feront dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par la Classe J).

- Dans le cadre d'une réduction du capital social effectuée par rachat et annulation d'une classe entière de Parts (dans l'ordre prévu à l'article 19 -Distributions - des statuts), les détenteurs de cette classe de Parts ont droit, au prorata de leur détention, (avec la limite cependant du Montant Total d'Annulation tel que déterminé par l'assemblée générale des associés) et les détenteurs de classe de Parts rachetées et annulées reçoivent de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part pour chaque Part de la classe en question qu'ils détiennent et qui est annulée.

- La Valeur d'Annulation par Part sera calculée en divisant le montant total d'annulation par le nombre de Parts émises dans la classe de Part pouvant être rachetées et annulées.

- Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale sur la base des comptes provisoires. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des Classes J à A sera le Montant Disponible de la catégorie de Parts concernée au moment de l'annulation de la classe de Parts concernée sauf décision contraire de l'assemblée générale des associés de la manière prévue pour une modification des Statuts à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

- Après le rachat et l'annulation des Parts de la classe de parts concernée, la Valeur d'Annulation par Part sera due et payable par la Société.

Le Montant Disponible signifie la somme des bénéfices nets de la Société (incluant les bénéfices reportés) augmentée de (i) toute réserve librement distribuable (y compris pour éviter tout doute la prime d'émission) et (ii), le cas échéant, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relative à la classe de Parts devant être annulée, mais réduite par (i) les pertes (incluant les pertes reportées) et (ii) toute somme devant être allouée à une réserve en application de la loi ou des Statuts, tels qu'apparaissant dans un état financier intérimaire (sans, pour éviter tout doute, tout double comptage) de sorte que:

$$AA = (NP+P+CR) - (L+LR).$$

Où:

AA = le Montant Disponible;

NP = bénéfice nets (incluant les bénéfices reportés);

P = toute prime d'émission librement distribuable (incluant la réserve de la prime d'émission);

CR = montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relative à la Classe de Parts devant être annulée;

L = les pertes (incluant les pertes reportées);

LR = toute somme devant être allouée à une réserve en application de la loi ou des Statuts.

Le Montant Total d'Annulation signifie le montant déterminé par l'assemblée générale des associés de la Société comme montant total d'annulation au moment du rachat ou de l'annulation d'une ou plusieurs classes de Parts dans les limites du Montant Disponible.

« **19. Distribution.** Le solde du compte de pertes et profits, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés, représente le bénéfice net de la Société. Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint un dixième du capital social, mais devront être repris à tout moment jusqu'à entière reconstitution.

Le bénéfice restant est affecté par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Les dividendes déclarés peuvent être payés en toute devise choisie par le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, et peuvent être payés aux endroits et aux dates qui peuvent être déterminés par le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant. Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut prendre une décision finale sur le taux de change applicable pour convertir les dividendes dans la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une Part Sociale pendant cinq ans et par la suite réclamé par le détenteur de cette Part Sociale, sera perdu pour le détenteur de cette Part Sociale et reviendra à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non réclamés qui sont détenus par la Société pour le compte des porteurs de Parts.

Dans le cas d'une déclaration de dividendes et à condition que la Société émet des Parts, le dividende doit être alloué et payé comme suit:

- les porteurs de Parts Sociales de Classe A ont le droit de recevoir des dividendes à l'égard de cette année d'un montant de 0,45% de la valeur nominale des Parts Sociales de classe A détenues par eux;
- les porteurs de Parts Sociales de Classe B ont le droit de recevoir des dividendes à l'égard de cette année d'un montant de 0,40% de la valeur nominale des Parts Sociales de classe B détenues par eux;
- les porteurs de Parts Sociales de Classe C ont le droit de recevoir des dividendes à l'égard de cette année d'un montant de 0,35% de la valeur nominale des Parts Sociales de classe C détenues par eux;
- les porteurs de Parts Sociales de Classe D ont le droit de recevoir des dividendes à l'égard de cette année d'un montant de 0,30% de la valeur nominale des Parts Sociales de classe D détenues par eux;
- les porteurs de Parts Sociales de Classe E ont le droit de recevoir des dividendes à l'égard de cette année d'un montant de 0,25% de la valeur nominale des Parts Sociales de classe E détenues par eux;
- les porteurs de Parts Sociales de Classe F ont le droit de recevoir des dividendes à l'égard de cette année d'un montant de 0,20% de la valeur nominale des Parts Sociales de classe F détenues par eux;
- les porteurs de Parts Sociales de Classe G ont le droit de recevoir des dividendes à l'égard de cette année d'un montant de 0,15% de la valeur nominale des Parts Sociales de classe G détenues par eux;
- les porteurs de Parts Sociales de Classe H ont le droit de recevoir des dividendes à l'égard de cette année d'un montant de 0,10% de la valeur nominale des Parts Sociales de classe H détenues par eux;
- les porteurs de Parts Sociales de Classe I ont le droit de recevoir des dividendes à l'égard de cette année d'un montant de 0,05% de la valeur nominale des Parts Sociales de classe I détenues par eux;

Le solde du dividende déclaré est alloué intégralement à la dernière classe de Parts existante au moment de la distribution et payé aux détenteurs de la dernière classe de Parts en commençant avec la dernière classe de Parts dans l'ordre alphabétique inverse (c'est-à-dire en premier les Parts Sociales de Classe J, puis s'il n'y a plus de Parts Sociales de Classe J, les Parts Sociales de Classe I et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il n'y ait plus que des Parts Sociales de Classe A).

Art. 23. Liquidation. La liquidation de la Société sera menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent du capital social de la Société. L'associé unique ou la résolution (selon le cas) doit également déterminer les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs. Au moment de la clôture de la liquidation, les avoirs restants de la Société seront attribués à l'associé unique, ou, s'il y a plus d'un associé, les associés proportionnellement au nombre de Parts qu'ils détiennent."

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombe à la Société en raison des présentes ou qui pourrait être dû au regard de cette augmentation de capital est évalué à environ 3.400,- EUR.

Le montant total de l'apport a été évalué à 4.334.990,- EUR.

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française prévaudra.

Dont Acte, fait et passé à Junglinster, date qu'entête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max Mayer, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 octobre 2012. Relation GRE/2012/3760. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 15 novembre 2012.

Référence de publication: 2012149510/443.

(120197356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Giesecke & Devrient International Finance S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 20.023.

IM JAHRE ZWEITAUSENDZWÖLF, AM DREIZEHNTEN NOVEMBER,
vor dem unterzeichneten Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Redingen/Attert,
haben sich die Aktionäre der Gesellschaft GIESECKE & DEVRIENT INTERNATIONAL FINANCE S.A., einer Aktiengesellschaft (société anonyme), mit Sitz in Luxemburg, 25, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, eingetragen im Handels-

und Gesellschaftsregister Luxemburg unter Nummer B 20023 (die "Gesellschaft") zu einer außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre (die "Aktionärsversammlung") zusammengefasst.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde aufgenommen am 22. Dezember 1982 durch Notar Maître Frank BADEN, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, im Jahre 1983 unter Nummer 18, Seite 836.

Die Aktionärsversammlung wird unter dem Vorsitz von Herrn Pierre METZLER, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, eröffnet, welcher Herrn Matthias SCHMIDT, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, zum Sekretär ernannt. Die Versammlung wählt Frau Fleur MARCHAL, Anwältin, beruflich ansässig in Luxemburg, zur Stimmzählerin.

Der, wie vorangeführt zusammengesetzte Versammlungsvorstand erstellte eine Anwesenheitsliste, welche nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre, den Versammlungsvorstand und den Notar dieser Urkunde als Anlage zusammen mit den Vollmachten zum Zwecke der gemeinsamen Hinterlegung bei den Registrierungsbehörden beigefügt bleibt.

Der Vorsitzende erklärt und bittet den Notar, Nachfolgendes zu beurkunden:

I. Bei der heutigen Aktionärsversammlung sind die in der Anwesenheitsliste mit Namen, Vornamen, Wohnort beziehungsweise Gesellschaftsbezeichnung und Gesellschaftssitz, sowie der Anzahl der ihnen gehörenden Aktien bezeichneten Aktionäre anwesend oder vertreten.

II. Sämtliche in der Anwesenheitsliste aufgeführte Vollmachten werden zum Zweck der Registrierung vorliegender Urkunde als Anlage beigefügt, nachdem sie von den Aktionären, beziehungsweise deren Vertretern und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterschrieben wurden.

III. Alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären, Kenntnis von der Tagesordnung gehabt zu haben, so dass keine formale Einberufung der Aktionäre als erforderlich erachtet wird.

IV. Die gegenwärtige Aktionärsversammlung ist demnach wirksam zusammengetreten und kann somit über sämtliche Punkte der nachstehenden Tagesordnung wirksam beraten.

V. Die Aktionärsversammlung hat sich mit folgender Tagesordnung zu befassen:

1. Festsetzung der Dauer der Gesellschaft auf unbeschränkte Zeit;

2. Verlegung des Gesellschaftssitzes;

3. Herabsetzung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von eintausend einhundertneunundzwanzig Euro und neunzehn Cent (EUR 1.129,19) im Wege der Herabsetzung des Nennwerts der bestehenden einhundert (100) Aktien von ihrem derzeitigen Wert von jeweils fünfhundertelf Komma zwei neun eins acht acht eins zwei Euro (EUR 511,2918812) auf einen Wert von jeweils fünfhundert Euro (EUR 500);

4. Verwendung des infolge der Kapitalherabsetzung verfügbaren Betrages zur teilweisen Bildung der gesetzlichen Rücklage;

5. Grundlegende Neufassung der Satzung der Gesellschaft;

6. Verschiedenes.

Nach vorheriger Beratung hat die Aktionärsversammlung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Aktionärsversammlung beschließt die Dauer der Gesellschaft auf unbeschränkte Zeit festzulegen.

Zweiter Beschluss

Die Aktionärsversammlung beschließt den Sitz der Gesellschaft nach 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg zu verlegen.

Dritter Beschluss

Die Aktionärsversammlung beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von eintausend einhundertneunundzwanzig Euro neunzehn Cent (EUR 1.129,19) im Wege der Herabsetzung des Nennwerts der bestehenden einhundert (100) Aktien von ihrem derzeitigen Wert von jeweils fünfhundertelf Komma zwei neun eins acht acht eins zwei Euro (EUR 511,2918812) auf einen Wert von jeweils fünfhundert Euro (EUR 500) herabzusetzen.

Vierter Beschluss

Die Aktionärsversammlung beschließt, den, infolge der Kapitalherabsetzung verfügbaren Betrag in Höhe von ein tausend einhundertneunundzwanzig Euro neunzehn Cent (EUR 1.129,19) zur teilweisen Bildung der gesetzlichen Rücklage zu verwenden.

Fünfter Beschluss

Die Aktionärsversammlung beschließt die Satzung der Gesellschaft neuzufassen, so dass diese von nun an wie folgt lautet:

Titel I. Name - Dauer - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck

Art. 1. Name. Es besteht eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft („société anonyme“) unter der Bezeichnung „GIESECKE & DEVRIENT INTERNATIONAL FINANCE S.A.“ (hiernach die "Gesellschaft" genannt).

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft besteht auf unbeschränkte Zeit.

Art. 3. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt. Er kann durch Beschluss des Verwaltungsrats an jeden beliebigen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre oder des alleinigen Aktionärs an jeden beliebigen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Durch Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen oder andere Büros sowohl in Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art, welche die normale Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Sitz und ausländischen Staaten beeinträchtigen könnten, auftreten oder sollten diese bevorstehen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Die einstweilige Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die, ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, der Verkauf, die An- und Vermietung, die Entwicklung und Weiterentwicklung von und generell der Handel, welcher Art auch immer, mit Maschinen jeder Art.

Gesellschaftszweck ist der Erwerb von Beteiligungen, in welcher Form auch immer, sowohl ganz als auch in Teilen, an anderen Gesellschaften, in Luxemburg oder im Ausland, sowie das Eigentum, die Verwaltung und die Verwertung von solchen Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann, insbesondere, jede Art von Wertpapieren, seien sie übertragbar oder nicht, Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheine und andere Papiere, einschließlich derer, die durch eine Regierung oder eine andere internationale, nationale oder örtliche Behörde herausgegeben werden, und aller dazu gehörigen Rechte, sei es durch Kauf, Einlage, Zeichnung, Kaufoption oder auf jede andere Art, erwerben und mittels Verkauf, Abtretung, Tausch oder auf jede andere Art veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patentrechte und andere davon abgeleitete oder dieselben ergänzenden Rechte, insbesondere Lizenzrechte erwerben und verwerten.

Die Gesellschaft kann in jedweder Form leihen und Anleihen, wandelbare Anleihen und Schuldverschreibungen ausgeben. Die Gesellschaft kann den Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist oder Gesellschaften, die derselben Gesellschaftsgruppe wie die Gesellschaft angehören, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Die Gesellschaft wird nicht unmittelbar aktiv erwerbstätig sein und kein dem Publikum zugängliches Handelsgeschäfts betreiben.

Die Gesellschaft kann ferner alle Rechtsgeschäfte vornehmen, die direkt oder indirekt den Erwerb von Beteiligungen, in jedweder Form an jedem Unternehmen oder jeder Personengesellschaft als auch die Verwaltung, Kontrolle, und Verwertung dieser Beteiligungen betreffen.

Die Gesellschaft kann sämtliche kaufmännischen, industriellen oder finanziellen Geschäftsvorgänge durchführen, die den Gesellschaftszweck fördern oder unterstützen.

Ferner ist die Gesellschaft ermächtigt, alle zur Wahrung ihrer Rechte gebotenen Maßnahmen zu treffen und alle Handlungen vorzunehmen, welche Ihrem Zweck entsprechen oder diesen fördern.

Titel II. Aktienkapital - Aktien

Art. 5. Kapital. Das gezeichnete Stammkapital der Gesellschaft beträgt fünfzigtausend Euro (EUR 50.000) eingeteilt in einhundert (100) Aktien mit einem Nennwert von je EUR fünfhundert Euro (EUR 500).

Das gezeichnete und genehmigte Kapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre in einem oder mehreren Schritten erhöht oder herabgesetzt werden. Die Hauptversammlung der Aktionäre wird unter denselben Bedingungen abstimmen, wie bei einer Satzungsänderung.

Die Gesellschaft kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 6. Aktien. Die Aktien sind Namens- oder Inhaberaktien, je nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Anstelle von Urkunden über einzelne Aktien können nach Wahl der Aktionäre Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden.

Die Gesellschaft wird nur einen einzigen Eigentümer pro Aktie anerkennen; falls eine Aktie im Besitz von mehreren Personen ist, hat die Gesellschaft das Recht die Ausübung aller Rechte der betreffenden Aktie aufzuheben, bis eine Person als alleiniger Eigentümer in den Beziehungen mit der Gesellschaft benannt wurde.

Die gleiche Bestimmung ist anzuwenden im Falle eines Widerstreites zwischen einem Nießbraucher ("usufruitier") und dem "nackten" Eigentümer ("nu-proprétaire") oder zwischen Pfandschuldner und Pfandgläubiger.

Titel III. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 7. Befugnisse. Jede ordnungsgemäß zusammengesetzte Aktionärsversammlung wird die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft vertreten. Sie hat die ausgedehntesten Befugnisse, alle Handlungen bezüglich der Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu ratifizieren.

Art. 8. Jährliche und außerordentliche Hauptversammlung. Die jährliche Hauptversammlung der Aktionäre findet in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort am 15. Tag im Monat Juni statt.

Sollte dieser Tag ein Feiertag im Großherzogtum Luxemburg oder ein Feiertag der Bundesrepublik Deutschland bzw. des Freistaates Bayern sein, findet die jährliche Hauptversammlung der Aktionäre am ersten darauf folgenden Werktag statt.

Sofern das Gesetz oder die Satzung nichts Gegenteiliges vorsehen, werden die Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Dabei gewährt jede Aktie eine Stimme.

Ein Aktionär kann auf jeder Hauptversammlung der Aktionäre durch eine andere Person mittels schriftlicher Vollmacht vertreten werden.

Jeder Aktionär kann auf jeder Hauptversammlung durch Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, welche alle an der Sitzung teilnehmenden Personen, befähigen sich gegenseitig zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine Sitzung kann ebenfalls allein durch Konferenzschaltung abgehalten werden. Diese Art der Teilnahme an einer Sitzung ist gleichbedeutend mit der persönlichen Teilnahme an solch einer Sitzung.

Falls alle Aktionäre an der Hauptversammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann die Hauptversammlung der Aktionäre ohne vorherige Einberufung oder Bekanntmachung abgehalten werden.

Die Satzung kann wirksam abgeändert werden, sofern mindestens die Hälfte des Kapitals anwesend oder vertreten ist, durch eine Mehrheit von mindestens zweidrittel (2/3) der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre. Sollte die erste Bedingung nicht erfüllt sein, kann eine zweite Hauptversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen einberufen werden. Diese zweite Hauptversammlung ist beschlussfähig ungeachtet des Anteils des anwesenden und vertretenen Kapitals. Die Änderung der Staatsangehörigkeit der Gesellschaft und die Erhöhung der Verpflichtungen der Aktionäre können nur durch die einstimmige Zustimmung aller Aktionäre herbeigeführt werden.

Art. 9. Alleiniger Aktionär. Hat die Gesellschaft nur ein Aktionär besitzt dieser alleinige Aktionär alle Befugnisse der Hauptversammlung.

Die im Rahmen des vorhergehenden Absatzes gefassten Beschlüsse des alleinigen Aktionärs werden in einem Protokoll festgehalten.

Art. 10. Gläubiger, Rechtsnachfolger und Erben. Den Gläubigern, Rechtsnachfolgern oder Erben ist es nicht gestattet Vermögensgegenstände oder Dokumente der Gesellschaft mit einem Siegel zu versehen.

Titel IV. Verwaltungsrat

Art. 11. Zusammensetzung. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens 3 (drei) Mitgliedern besteht und welche nicht Aktionäre sein müssen.

Wurde die Gesellschaft jedoch von einem alleinigen Aktionär gegründet, oder wurde in einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass die Gesellschaft nur noch einen Aktionär besitzt, so kann die Zusammensetzung des Verwaltungsrates, bis zur ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre die der Feststellung der Anwesenheit von mehr als einem Aktionär folgt, auf ein Mitglied beschränkt werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung der Aktionäre oder, je nach dem, von dem alleinigen Aktionär ernannt, welcher deren Anzahl die und Dauer deren Mandats bestimmt, welches 6 (sechs) Jahre nicht überschreiten darf, sowie deren Vergütung festsetzt. Sie werden das Mandat so lange innehaben, bis ihre Nachfolger gewählt sind.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre oder des alleinigen Aktionärs mit oder ohne Begründung (ad nutum) seines Mandates enthoben werden.

Im Falle eines oder mehrerer freier Sitze im Verwaltungsrat aufgrund eines Todesfalles, Rücktritts oder aus sonstigem Grund, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes einen solchen freien Sitz besetzen. In einem solchen Falle stimmt die Hauptversammlung der Aktionäre über die Ernennung auf ihrer nächsten Sitzung ab.

Art. 12. Organisation. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und kann aus seiner Mitte einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen.

Der Verwaltungsrat kann ebenfalls einen Sekretär wählen, der nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und dafür verantwortlich ist, die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen zu führen.

Der Verwaltungsrat kommt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder an dem, in der Einberufung festgesetzten, Ort zusammen.

Der Vorsitzende hat auf allen Verwaltungsratssitzungen den Vorsitz inne. In dessen Abwesenheit kann der Verwaltungsrat einen pro tempore Vorsitzenden durch Mehrheitswahl der auf einer solchen Sitzung Anwesenden einsetzen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden einzeln zu jeder Verwaltungsratssitzung geladen.

Außer im Falle von Dringlichkeit, welche in der Einberufung angegeben ist oder mit vorhergehender Zustimmung aller, die berechtigt sind zugegen zu sein, hat die schriftliche Einberufung zur Verwaltungsratssitzung mindestens innerhalb von vierundzwanzig Stunden zu erfolgen. Die Sitzung ist ohne vorherige Einberufung ordnungsgemäß gehalten, falls alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind.

Auf die Einberufung kann durch schriftliche Zustimmung jedes Verwaltungsratsmitgliedes verzichtet werden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann einem anderen Verwaltungsratsmitglied schriftliche Vollmacht erteilen, diesen bei einer Sitzung des Verwaltungsrates zu vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann auf jeder Sitzung des Verwaltungsrates durch Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, welche alle an der Sitzung teilnehmenden Personen befähigen sich gegenseitig zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine Sitzung kann ebenfalls allein durch Konferenzschaltung abgehalten werden. Diese Art der Teilnahme an einer Sitzung ist gleichbedeutend mit der persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung. Die Protokolle solcher Verwaltungsratssitzungen sind von allen auf der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern zu genehmigen und zu unterschreiben.

Die Verwaltungsratssitzung kann, einstimmig, Beschlüsse auf einem oder mehreren gleichen Dokumenten durch Rundschreiben fassen, sofern dem schriftlich zugestimmt wurde. Die Gesamtheit wird das die Beschlüsse beweisende Protokoll bilden.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrzahl der Verwaltungsratsmitglieder auf der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der Stimmen der Verwaltungsratsmitglieder gefasst, die auf solch einer Sitzung anwesend oder vertreten sind. Bei Stimmenmehrheit ist die Stimme des fungierenden Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 13. Befugnisse. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, jegliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Interesse der Gesellschaft vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder durch die Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse betreffend die tägliche Geschäftsführung und Angelegenheiten der Gesellschaft, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend solche Geschäftsführung und Angelegenheiten, mit dem vorausgehenden Einverständnis der Hauptversammlung der Aktionäre, an ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates, an eine Drittperson oder an ein Komitee (dessen Mitglieder nicht zwingend Verwaltungsratsmitglieder sein müssen) übertragen, welches unter den Bedingungen und Befugnissen, die vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beraten. Er kann außerdem jegliche Befugnisse und Sondervollmachten an jede Person oder Personen, welche nicht zwingend Verwaltungsratsmitglieder sein müssen, übertragen, Funktionsträger und Angestellte einstellen oder absetzen und ihre Bezüge festsetzen.

Art. 14. Vertretung. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds oder durch die Einzelunterschrift der Person oder Personen, welchen solche Vertretungsmacht vom Verwaltungsrat übertragen wird, verpflichtet.

Im laufenden Verkehr mit den Behörden genügt zur gültigen Vertretung der Gesellschaft die Unterschrift eines einzelnen Verwaltungsratsmitgliedes.

Titel V. Überwachung der Gesellschaft

Art. 15. Kommissar. Die Überwachung der Geschäfte der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Aufsichtskommissaren ("commissaire aux comptes"), welche nicht zwingend Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Hauptversammlung der Aktionäre ernennt die Aufsichtskommissare und legt ihre Anzahl, Bezüge und die Dauer ihres Mandates fest, welches 6 (sechs) Jahre nicht überschreiten kann.

Titel VI. Geschäftsjahr - Jahresabschlüsse

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember, mit der Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, welches am Gründungstag der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember neunzehnhundertzweiundachtzig endet.

Art. 17. Jahresabschluss. Die Jahresabschlüsse werden jedes Jahr, am Ende des Geschäftsjahres, vom Verwaltungsrat erstellt und stehen den Aktionären am Sitz der Gesellschaft zur Verfügung.

Vom jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) für die Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese Verwendungsverpflichtung erlischt, wenn und soweit die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des in Artikel 5 dargelegten gezeichneten Gesellschaftskapitals, oder des von Zeit zu Zeit in Übereinstimmung mit Artikel 5 erhöhten oder herabgesetzten gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Auf Empfehlung des Verwaltungsrates bestimmt die Hauptversammlung der Aktionäre über die Verfügung des jährlichen Reingewinns.

Alle Aktien nehmen hinsichtlich der Dividendenausschüttung den gleichen Rang ein.

Im Falle von teilweise einbezahlten Aktien werden die Dividenden anteilig zum einbezahlten Betrag ausgeschüttet.

Vorschüsse auf Dividenden können unter den gesetzlichen Bedingungen ausgezahlt werden.

Titel VII. Auflösung - Liquidation

Art. 18. Auflösung - Liquidation. In Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche natürliche Personen oder Körperschaften sein können) erfolgen, die durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, welche über diese Auflösung entscheiden und die Befugnisse und Vergütungen des Liquidators /der Liquidatoren festlegen wird.

Titel VIII. Schlussbestimmung - Anwendbares Recht

Art. 19. Geltendes Recht. Alle Punkte, die nicht ausdrücklich durch die vorliegende Satzung geregelt sind, werden in Übereinstimmung mit den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburgs, insbesondere durch das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften wie abgeändert, bestimmt."

Da alle Tagesordnungspunkte abgehandelt worden sind und kein weiterer Beratungsbedarf besteht, erklärt die Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Kosten

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Nebenkosten jeglicher Art, die der Gesellschaft durch die hier vorliegende Urkunde entstanden sind, werden auf ungefähr EUR 1.200.- geschätzt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung der Urkunde gegenüber den Komparanten, haben diese die vorliegende Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: P. METZLER, M. SCHMIDT, F. MARCHAL, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 14 novembre 2012. Relation: RED/2012/1502. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 15 novembre 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012149613/262.

(120197404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

GP CTB South S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 170.263.

— DISSOLUTION

In the year two thousand and twelve, on the ninth of November.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette,

There appeared:

Georgia-Pacific LLC, a limited liability company established and existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at 1209 Orange Street, DE-19801 Wilmington, New Castle, United States of America and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 4275413,

here represented by Gaëlle Bernard, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) proxy given on November 9, 2012.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the party appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is currently the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of Luxembourg under the name of "GP CTB South S.à r.l." (the Company), having its registered office at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 170263, established by a deed of the Maître Blanch Moutrier, notary residing at Esch/Alzette, acting in replacement of the undersigned notary, dated June 29, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2064, of August 21, 2012, and whose bylaws have not been amended since.
- The Company's share capital is fixed at twenty thousand United States Dollars (USD 20.000,00) represented by twenty thousand (20.000) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1,00) each.
- The appearing party is currently the sole owner of all the shares of the Company.
- The appearing party, as the sole shareholder of the Company, expressly declares to proceed with the anticipated dissolution of the Company.
- The appearing party, as the liquidator of the Company, declares that all known liabilities have been settled or provisioned.
- The appearing party, as the sole shareholder of the Company, expressly declares that it assumes all the liabilities and debts of the Company.
- The activity of the Company has ceased and all assets of the Company are transferred to its sole shareholder at their net book value, who is personally liable for all liabilities and engagements of the Company, even those actually unknown, in the same way as the latter was liable; accordingly, the liquidation of the Company is considered to be closed.
- The sole shareholder wholly and fully discharges the managers of the dissolved Company for the execution of their mandate as of today.
- The accounting books and documents of the dissolved Company will be kept during a period of five (5) years at the Company's former registered office.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present dissolution are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1.300,00).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the undersigned notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le neuf novembre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Georgia-Pacific LLC, une société à responsabilité limitée établie et régie selon les lois du Delaware, ayant son siège social au 1209 Orange Street, DE-19801 Wilmington, New Castle, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 4275413,

ici représentée par Gaëlle Bernard, employée, avec adresse professionnelle au 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 9 novembre 2012.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- Le comparant est actuellement l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie en vertu du droit luxembourgeois sous la dénomination de «GP CTB South S.à r.l.» (la Société), ayant son siège social au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170263, constituée par acte de Maître Blanche Moutrier notaire de résidence à Esch/Alzette, agissant en remplacement du notaire soussigné, en date du 29 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2064, du 21 août 2012, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.
- Le capital social est fixé à vingt mille Dollars Américains (USD 20.000,00), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,00) chacune.
- Le comparant est actuellement propriétaire de l'intégralité des parts sociales de la Société.

- Par la présente le comparant prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.
- Le comparant, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que tout le passif connu de la Société est réglé ou provisionné.
- Le comparant, en sa qualité de seul associé de la Société, déclare assumer le passif et les dettes de la Société.
- L'activité de la Société a cessé; l'associé unique est investi de tout l'actif à sa valeur nette comptable et il répondra personnellement de tous les engagements de la Société, même inconnus à l'heure actuelle, de la même manière que celle-ci y était tenue; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.
- L'associé unique donne décharge pleine et entière aux gérants pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.
- Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille trois cent Euros (EUR 1.300,00).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire du comparant, connue du notaire soussigné par ses nom et prénom, état et demeure, celle -ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Bernard, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 novembre 2012. Relation: EAC/2012/15012. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012149619/101.

(120197427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Reuters InterTrade Direct S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 39.373.

— DISSOLUTION

In the year two thousand and six, on the seventh of February.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

Mr. Hubert Janssen, residing professionally at 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned,

"the proxy"

acting as a special proxy of REUTERS INVESTMENTS LIMITED a company incorporated in England and Wales whose registered office is at The Reuters Building, South Colonnade, Canary Wharf, London E14 5EP, United Kingdom (the "Shareholder");

"the principal"

by virtue of a proxy under private seal given which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be registered with this minute.

The proxy declared and requested the notary to act:

I.- That REUTERS INTERTRADE DIRECT S.A., a Luxembourg société anonyme having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and registered under number R.C.S. Luxembourg B. 39.373., has been incorporated by a notarial deed of Maître Frank Baden, dated 6 January 1992 published in the Memorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 270 of 20 June 1992, and its articles of association were amended by notarial deeds and for the last time by deed of the notary Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen on 19 November 2001 published in the Memorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 453 of 21 March 2002 (the "Company").

II.- That the subscribed share capital of the Company amounts currently to twelve million three hundred eighty-eight thousand three hundred nineteen GBP (£12,388,319), represented by 19,177 shares without designation of a par value, fully paid up.

III.- That the principal declares to have full knowledge of the articles of association and the financial situation of the Company.

IV.- That the Shareholder has acquired all the 19,177 shares currently issued by the Company, and in its capacity as sole shareholder of the Company expressly declares to proceed with the dissolution of the Company,

V.- That the Shareholder, acting as liquidator ("liquidateur"), declares that all currently known debts of the Company have been paid and all currently known liabilities been settled,

VI.- That the Shareholder, acting as liquidator, undertakes to settle any presently unknown and unpaid liability of the dissolved Company,

VII.- That the Shareholder declares that it has taken over all remaining assets of the Company,

VIII.- That the Company's share register be cancelled as a result of the dissolution of the Company,

IX.- That all the directors and statutory auditors (commissaires aux comptes) of the Company are granted full and complete discharge for the performance of their duties as directors and statutory auditors of the Company until the date of the present deed,

X.- That all the books and documents of the Company will be kept at the registered office of the Company during a period of five years,

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document after having been read, the abovementioned proxy-holder signed with Us, the notary, the present original deed.

Follows the translation in French of the foregoing deed, it being understood that in case of discrepancy, the English text will prevail.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède, étant entendu qu'en cas de divergence le texte anglais fait foi.

L'an deux mille six, le sept février.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Hubert Janssen, demeurant professionnellement au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg,

"le mandataire"

agissant en sa qualité de mandataire spécial de REUTERS INVESTMENTS LIMITED, une société constituée sous le droit d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social au Reuters Building, South Colonnade, Canary Wharf, Londres E14 5EP, Royaume-Uni («l'Actionnaire»);

"le mandant"

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, sera formalisée avec le présent acte.

Lequel comparant, a déclaré et a requis le notaire d'acter:

I.- Que "REUTERS INTERTRADE DIRECT S.A.", une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sous le numéro B.39.373, a été constituée par un acte notarié de Maître Franck Baden, du 6 janvier 1992, publié au Mémorial C numéro 270 du 20 juin 1992 et ses statuts ont été modifiés par des actes notariés et pour la dernière fois par un acte du notaire Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen le 19 novembre 2001 publié au Mémorial C numéro 453 du 21 mars 2002 (la «Société»).

II.- Que le capital social de la Société s'élève actuellement à douze millions trois cent quatre-vingt huit mille trois cent dix-neuf GBP (£12.388.319), représentés par dix-neuf mille cent soixante-dix-sept (19.177) actions sans désignation de valeur nominale, chacune intégralement libérée.

III.- Que son mandant déclare avoir une parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

IV.- Que son Actionnaire a acquis toutes les 19.177 actions actuellement émises par la Société et en sa qualité d'actionnaire unique de la Société déclare expressément procéder à la dissolution de la Société.

V.- Que l'Actionnaire, agissant comme liquidateur, déclare que les dettes connues de la Société ont été payées et que le passif a été apuré.

VI.- Que l'Actionnaire, agissant comme liquidateur, entreprend d'apurer toute dette actuellement inconnue et impayée de la Société dissoute.

VII.- Que l'Actionnaire déclare qu'il a repris tous les actifs restants de la Société.

VIII.- Que le registre des actionnaires a été annulé en conséquence de la dissolution de la Société.

IX.- Que les administrateurs et les commissaires aux comptes de la Société ont reçu pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats jusqu'au jour du présent acte.

X.- Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la Société.

DONT ACTE, le présent acte a été fait à Luxembourg, le jour mentionné en tête du présent document.

Et après lecture, le mandataire susmentionné a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: H. JANSSEN, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. ,le 10 février 2006. Vol. 27, CS. Fol. 49, Case 4. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): J. MULLER.

Référence de publication: 2012149818/91.

(120197407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Pan European Real Estate Fund 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.232.

—
Extrait des résolutions du Conseil d'Administration prises par voie circulaire

Monsieur Franck ALLARD est nommé Président du Conseil d'Administration avec effet au 1^{er} août 2012. Il assumera cette fonction pendant la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2012.

PAN EUROPEAN REAL ESTATE FUND 2 S.A.

Référence de publication: 2012149786/14.

(120197030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Nizi Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 159.209.

—
Extrait du Procès verbal du Conseil d'administration du 08/11/2012

Il résulte d'une résolution du conseil d'administration de la société Nizi Invest S. A. tenu en date du 8 Novembre 2012 que:

"1) Nomination d'un délégué à la gestion journalière

Le conseil d'administration a délégué les pouvoirs de gestion journalière de Nizi Invest S. A., à compter du 08/11/2012 à:

- M. Ulf Berg, dont l'adresse professionnelle est 89^E rue Pafebruch L-8308 Capellen.
 - M. Michael Haller, dont l'adresse professionnelle est 89^E rue Pafebruch L-8308 Capellen.
 - M. Peter Levert, dont l'adresse professionnelle est 89^E rue Pafebruch L-8308 Capellen.
 - M. Frank Donven, dont l'adresse professionnelle est 89^E rue Pafebruch L-8308 Capellen."
- Capellen, le 16 Novembre 2012.

Référence de publication: 2012149750/18.

(120197542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Mercury Partners, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 157.453.

Les comptes annuels au 10 décembre 2010 (Date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012149107/10.

(120196100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2012.
